



## Budget 2005 en trompe l'œil

- En 2003, suppression de 150 postes de chercheurs dans les EPST, et insuffisance de création de postes d'enseignants chercheurs et d'IATOSS.
- En 2004, transformation de 550 postes statutaires des EPST en 550 CDD, et aucune création de poste d'enseignant-chercheur.
- Dans les budgets 2003 et 2004, le total des annulations et réductions de crédits s'élève à 618 millions d'euros (valeur 2004).

Le 7 avril 2004, sous la pression d'un mouvement exceptionnel, Fillon est obligé d'accepter le rétablissement des 550 postes statutaires supprimés au budget 2004 et la création de 1000 postes pour l'enseignement supérieur.

Dans ce contexte de mobilisation, soutenue par plus de 80 % de la société civile, le budget 2005 était particulièrement attendu. Or, ce dernier n'est pas du tout à la mesure des attentes et des besoins :

- aucune création d'emploi statutaire dans les EPST alors que 200 nouveaux CDD sont créés,
- seulement 150 créations d'emplois de maîtres de conférence pour l'enseignement supérieur.

Côté crédits, un milliard d'euros supplémentaires en trompe l'œil :

- les 356 millions « en plus » ne représentent qu'une partie du rattrapage des 618 millions de pertes accumulées entre 2002 et 2004,
- les 350 millions versés à la nouvelle agence serviront en partie pour abonder le capital des Fondations et, de ce fait, ne seront pas directement mobilisables pour de nouvelles dépenses de recherche,
- les 300 millions supplémentaires de mesures fiscales, principalement pour le crédit d'impôt recherche, ne correspondent pas à de nouvelles dépenses de recherche, mais à un cadeau fiscal aux entreprises.

**Nous demandons :**

- **une augmentation des crédits de recherche pour atteindre les 3% du PIB en 2010, soit 3 milliards par an. C'est-à-dire une augmentation annuelle de 10% des budgets pour la recherche publique et l'enseignement supérieur,**
- **la création de 7000 postes publics par an (chercheurs, enseignants-chercheurs, IT, IATOSS des EPST, EPIC et Universités).**
- **un plan de résorption effective de la précarité,**

Au moment du vote du budget 2005,  
les organisations syndicales appellent les personnels à des

### **rassemblements**

pour la défense et le développement du service public  
de recherche et d'enseignement supérieur  
le jeudi 4 novembre 2004 à 12h30

En Ile de France : place du président Edouard Herriot (près de l'Assemblée nationale)

En région : devant les préfectures